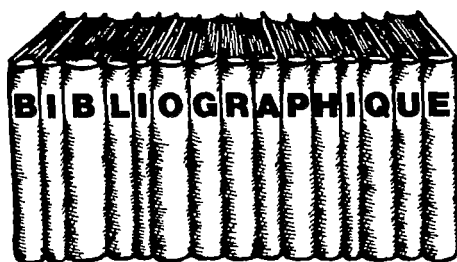


## CHRONIQUE



### NOTES DE LECTURE

#### La sourde violence de la société sud-africaine

GORDIMER (Nadine) — *Fille de Burger* — Paris, Albin Michel, 1982, 352 p.

Dans son célèbre *Pleure, ô mon pays bien-aimé*, Alan Paton craignait que la prise de conscience des Sud-africains blancs ne fût trop lente et qu'ils se mettent à aimer les Noirs au moment où ceux-ci en seront venus à les haïr. Ce débat des années 1950 en termes d'amour et de haine est désormais dépassé par l'ampleur de la confrontation. Le conflit racial a pris une dimension sociale et internationale. Une révolution est en cours dont Sharpeville ou Soweto sont les épisodes les plus sanglants mais qui se traduit surtout par une sourde violence quotidienne. Nadine Gordimer, figure de proue de la littérature sud-africaine de langue anglaise, fait partie des Blancs pessimistes, observateurs engagés des prémices d'une explosion inéluctable.

Les écrivains noirs nous dépeignent la violence tatillonne et légalisée des autorités et la violence à l'état brut des townships (N.-S. Ndebele, *J'ai caché mon amour dans les égouts de la ville*). Les écrivains blancs la décrivent de façon intellectuelle, à la manière d'un Brink, exception faite de ceux qui l'ont vécue dans leur chair, tels Breytenbach, poète afrikaan qui purge une peine de neuf ans de prison, H. Lewin dans son excellent *Bandiet, seven years in a South African prison*, ou A. Sachs dans *Jail Diary*. L'originalité de *Fille de Burger* de Nadine Gordimer réside en ce qu'elle nous apprend le monde qui gravite autour des prisons et qui finit en général par être happé par leur force centripète. Les itinéraires idéologiques des communistes plongés dans une réalité déroutante (qui n'est pas sans rappeler Doris Lessing en Rhodésie du Sud), le désespoir des intellectuels du bout du monde, le difficile dialogue entre opposants noirs et blancs, la pesanteur d'une action clandestine sans issue à court terme sont minutieusement analysés et entrecou-

pés de portraits de bourgeoises au grand cœur, d'Afrikaners en mal de morale ou d'exilés noirs. Ces personnages évoluent au milieu de figures historiques comme Nelson Mandela, sa femme Winnie ou Bram Fisher, et des autres acteurs de la résistance sud-africaine ; à côté d'eux vit Rosa Burger, fille du Dr. Burger, responsable communiste doté d'un grand rayonnement personnel et condamné à la détention à perpétuité. Après le décès de ce père prestigieux pour les uns, maudit pour les autres, elle cherche à se dégager de cette société marginale des opposants radicaux qui passent leur vie à tourner le dédale des lois que constitue l'apartheid. Surveillée du fait même qu'elle est la fille de Burger (dont le nom évoque celui que se donnaient les citoyens des républiques boers face à l'impérialisme britannique), lasse de la vie paracarcérale et de ses ruses, Rosa va poursuivre son cheminement intérieur dans le midi de la France. Cette étape chaude et lumineuse contraste avec l'ambiance grise et oppressante de la vie sud-africaine. Rosa y retourne pourtant et sera incarcérée à la suite d'une vaste opération de « répression préventive ».

Nadine Gordimer connaît bien ce milieu d'opposants solitaires ou groupés. Elle correspond notamment avec J. Cronin, condamné à douze ans de prison pour avoir lancé des trombes de tracts virulents pendant une heure. Fille d'un immigrant juif, anglophone du Transvaal, elle a beaucoup bataillé pour organiser un Pen Club sud-africain véritablement pris en main par les écrivains noirs ; en dépit de l'échec de cette expérience (la police harcelait systématiquement les membres noirs), elle a noué de solides relations avec l'autre Afrique du Sud, celle des vingt-six millions de personnes qui n'ont pas voix au chapitre.

Quel rôle l'opposition clandestine blanche peut-elle encore jouer ? Que pensent les Noirs de l'engagement des Blancs qui demeurent, quoi qu'ils fassent, des privilégiés du système ? Il n'y a pratiquement pas eu de réactions des Noirs aux procès de Breytenbach en 1975 et 1977 ; les quelques prisonniers politiques blancs (une petite dizaine actuellement, selon Nadine Gordimer) intercèdent-ils auprès de la majorité noire pour éviter la damnation future de la minorité blanche ?

« Ces questions sont très intéressantes répond Nadine Gordimer, car aux alentours de 1974 on se trouvait au cœur d'un mouvement qui poussait les Noirs à éviter tout contact avec les Blancs. Cela découlait d'une grande désillusion à l'égard du libéralisme et même du radicalisme blancs qui n'avaient apporté que des promesses mais aucun résultat concret : les Noirs portaient le passé, des quartiers continuaient à leur être interdits. A cette époque, les Noirs n'aimaient pas qu'on leur rappelle qu'il y avait eu et qu'il y avait encore des Blancs en prison dont on ne pouvait mettre en doute les motivations. Au cours de conversations avec des amis noirs, ces questions revenaient souvent : que doit faire un Blanc pour être accepté par vous ? Quid de Bram Fisher ? de Goldberg ? Que peut-on offrir de plus que de laisser tout tomber pour finir en prison ? Cela leur était difficile de répondre. Ils disaient qu'il y en avait bien un ou deux de valables, mais ils ne les mentionnaient jamais dans leurs tracts, pas même Fisher !

Il y a quelques mois, vous le savez, est mort tragiquement ce jeune homme nommé Neil Aggett, docteur devenu syndicaliste qui avait été

*arrêté au cours de la grande vague de répression entre octobre 1981 et janvier 1982. Personne ne sait ce qu'il advint ; il semble qu'il soit tombé dans une dépression et un désespoir totaux — nous ne cessons de proclamer que la privation sensorielle est une torture. Une enquête post-mortem parle de traces de pendaison. Une contre-expertise a été demandée au tribunal par la famille, mais cette démarche a été plusieurs fois repoussée par l'administration. Toujours est-il que les autorités ont dû rendre son corps à ses parents, car il n'avait pas été condamné — à dire vrai il n'était même pas inculpé. D'impressionnantes funérailles furent célébrées dans la cathédrale au centre de Johannesburg. Des milliers de Noirs vinrent en bus, parfois de très loin. Les nouveaux syndicats ont organisé avec succès un arrêt de travail d'une demie-heure dans l'industrie agro-alimentaire — où Aggett travaillait — et dans d'autres secteurs. Spontanément cette immense foule noire — il y avait quelques Blancs aussi, des « gauchistes » et des « rebelles » — s'est mise à entourer le cortège en chantant et en dansant, montrant des posters d'Aggett, l'acceptant comme martyr aux côtés de Biko et d'Hector Petersen. Cette année, lors des manifestations pour commémorer Sharpeville, sa photo était promenée avec celle de Luthuli et de Mandela. Les Noirs semblent reconnaître qu'il y a une nouvelle génération de Blancs prête à risquer sa vie. »*

Propos recueillis par G. Lory

## Des Nigériens parlent de la guerre civile

- MADIEBO (Alexander A.) — *The Nigerian Revolution and the Biafran War* — Enugu, Fourth Dimension Publishers, 1980, 411 p., index.
- OBASANJO (Olusegun) — *My Command* — Ibadan, Heinemann, 1980, 178 p., index.
- OTTAH (Nelson) — *Rebels Against Rebels* — Lagos, Manson and Company, 1981, 127 p.
- EKWENSI (Cyprian) — *Divided we Stand* — Enugu, Fourth Dimension Publishers, 1981, 235 p.

La publication au Nigeria des mémoires d'Alexandre Madiebo et d'Olusegun Obasanjo (à la tête du Nigeria de 1976 à 1979) illustre une nouvelle fois la liberté peu commune dont les auteurs nigériens disposent pour exprimer publiquement des points de vue critiques sur leur pays. Analysant des événements encore présents dans tous les esprits, les deux ouvrages constituent des documents d'un intérêt comparable au témoignage antérieur de N.-U. Akpan qui retraçait son expérience de haut fonctionnaire du Biafra dans *The Struggle for Secession 1966-1970. A personal account of the Nigerian Civil War* (Londres, Frank Cass, 1970, 225 p., index).

Alexandre Madiebo et Olusegun Obasanjo ont tous deux vécu depuis la région Nord les événements dramatiques qui, durant l'année 1966, conduisent le Nigeria vers la guerre civile. A. Madiebo, qui commandait le régiment d'artillerie de l'armée nigériane à Kaduna, fut un témoin privilégié du coup d'État déclenché depuis cette ville par le commandant Chukwuma Nzeogwu le 15 janvier 1966. Pour ce jeune officier Ibo, rapporte A. Madiebo, il s'agissait de remplacer les « vieux politiciens » en place par des « progressistes » honnêtes (p. 20). Nationaliste convaincu, Nzeogwu entendait opérer une révolution indépendamment de toutes considérations tribales. Bien qu'Ibo, il « conduisait son coup d'État presque uniquement avec des soldats originaires du Nord du Nigeria. Ses soignants (car il avait été blessé), son chauffeur, son escorte et ses gardes étaient tous des soldats du Nord, et il ne mangeait que les repas préparés par son ordonnance du Nord » (p. 20). S'il allait initialement réussir dans le Nord, le coup d'État du 15 janvier échouait partiellement dans le Sud, permettant au général Aguyi Ironsi, commandant en chef des Forces armées, de rétablir l'ordre dans tout le pays. A. Madiebo attribue cet échec au fait que, dans le sud, Nzeogwu avait « fait appel à des officiers nourrissant des griefs personnels contre les officiers supérieurs aux postes de commandement » (p. 28). Durant les mois qui suivent ces événements, la tension monte dans le Nord face à un pouvoir central dont A. Madiebo dément qu'il ait été accaparé par les Ibo. En mai 1966, lorsque ceux-ci sont une première fois victimes de persécutions dans le Nord, A. Madiebo tente en vain d'obtenir du gouverneur militaire de la région qu'il intervienne. En juillet, lorsque de nouvelles tueries éclatent à l'occasion du renversement du général Ironsi, A. Madiebo doit de sauver sa propre vie à une fuite périlleuse vers la région Est ; le romancier Cyprien Ekwensi décrit avec force dans *Divided we Stand* le drame de cet exode de plusieurs milliers de Nigériens nés pour nombre d'entre eux dans la région Nord (Jos dans le cas choisi par C. Ekwensi) et contraints de retourner dans le sud. Le traumatisme de ces réfugiés dépossédés de tous leurs biens, parfois mutilés ou ayant assisté impuissants à l'exécution sommaire de membres de leur famille, porte le mouvement qui conduit inexorablement à la proclamation de l'indépendance de la région Est, sous le nom de République du Biafra, le 30 mai 1967.

Selon ses propres dires, O. Obasanjo a séjourné dans la région Nord durant toute l'année 1966, ce qui confère un intérêt particulier à l'admiration qu'il porte à Nzeogwu. Celle-ci semble avoir été partagée par d'autres officiers fédéraux car, après la mort de Nzeogwu, tué par les troupes fédérales durant leur offensive contre la ville universitaire de Nsukka (juillet 1967), son corps fut transporté à Kaduna pour y être enterré avec les honneurs militaires. Le caractère succinct de la relation que O. Obasanjo fait des événements qui affectent le Nord du Nigeria durant l'année 1966 surprend quelque peu, et l'on est porté à conclure qu'il est resté à l'écart de conflits dans lesquels, il est vrai, les Nigériens originaires de la région Ouest ne furent pas impliqués. Étant alors l'officier « le plus gradé parmi ceux originaires de la région Ouest », O. Obasanjo se souvient toutefois de fréquentes réunions d'officiers et de civils du Nord « dont les officiers supérieurs originaires d'autres régions étaient exclus » (p. 9).

Sur la période de la guerre civile proprement dite (juillet 1967-janvier 1970), les analyses de A. Madiebo et de O. Obasanjo sont particulièrement intéressantes car tous deux appartiennent alors à des camps opposés et y occupent des fonctions importantes. D'abord commandant de la 51<sup>e</sup> Brigade du Biafra, A. Madiebo devient, à partir de septembre 1967, le commandant en chef des Forces armées du Biafra. O. Obasanjo, quant à lui, est initialement responsable de la Deuxième zone (Ibadan). En mai 1969, le commandement de la Troisième Division des Commandos de Marine, qui ont joué un rôle décisif dans l'offensive finale contre le réduit biafrais, lui est confié. Le témoignage qu'apportent les deux protagonistes concerne pour l'essentiel le déroulement du conflit sur le terrain. S'appuyant sur des documents inédits, tels les plans de campagne du gouvernement fédéral nigérian, O. Obasanjo révèle que, lorsque les troupes fédérales lancent leur première offensive au Nord du Biafra, le 6 juillet 1967, elles prévoient une campagne de quelques semaines avant la fin du conflit. Ce ne sera pas le cas, car l'offensive des troupes fédérales s'enlise bientôt malgré les succès indéniables que représentent la chute d'Enugu et l'échec à l'offensive biafraise dans le Mid-West (août-septembre 1967), puis les occupations de Calabar (décembre 1967) et de Port-Harcourt (mai 1968). Le Biafra ne renonce pas à la sécession.

Si l'on en croit O. Obasanjo, le moral des troupes fédérales est particulièrement bas lorsqu'il prend le commandement de son unité en mai 1969 : « Les désertions et les absences injustifiées étaient courantes dans la Division. Le découragement et le manque de volonté des soldats face au combat apparaissaient évidents, étant donné le grand nombre d'automutilations dans la formation. Certains officiers encourageaient tacitement ces pratiques antimilitaires en excusant de tels actes ou en retirant du front leurs parents ou les membres de leur groupe ethnique afin de leur confier des gardes à l'arrière, voire dans leurs logements d'officiers (...) les opérations faisaient l'objet d'une concurrence malsaine n'ayant aucun rapport avec des considérations militaires tandis que les officiers se réjouissaient de leurs infortunes respectives » (p. 56-57). Dans ce qui fait l'essentiel de son témoignage, O. Obasanjo raconte comment, « en l'espace de six mois », il va transformer cette situation, et, sous-entend-il, obtenir la reddition du Biafra.

De chaque côté du champ de bataille, les événements ne sont pas perçus de la même manière, ce qui n'est en rien surprenant. Ainsi, lorsqu'en avril 1969 les troupes biafraises reprennent Owerri aux troupes fédérales encerclées dans la ville depuis plusieurs mois, O. Obasanjo évoque une retraite nocturne des troupes fédérales « par une route désaffectée sans que les rebelles suspectent leur présence. Il s'agissait, précise-t-il, d'une interruption nette et d'un retrait tactique qui auraient pu donner lieu à une débandade » (p. 55). Le témoignage de A. Madiebo, qui emploie plus facilement le « nous » que ce « je » qu'affectionne particulièrement O. Obasanjo, est différent : « Durant le mois de mars, l'ennemi avait à deux reprises aligné ses véhicules afin de quitter Owerri. Dans chaque cas nous l'avions attaqué et il s'était alors déployé pour se défendre, et ce avec succès. Cette fois, nous décidâmes de ne pas l'attaquer, espérant qu'il ne changerait pas ses intentions. Durant la nuit du 24 avril, l'ennemi commença à quitter Owerri, pro-

voquant une joie incontrôlable chez tous. Dès qu'il fut hors de la ville, une compagnie biafraise fut lancée sur sa trace afin de le harceler et d'activer sa retraite » (p. 320-321). Ailleurs, le témoignage de A. Madiebo fait apparaître qu'au début du conflit les troupes fédérales se sont trouvées dans des situations de domination quasi-totale sur le terrain, mais que celles-ci ne furent pas exploitées (Nsukka en juillet et Asaba en septembre 1967).

Les aspects humains du conflit occupent un chapitre spécial dans l'ouvrage de O. Obasanjo pour qui « la réaction des troupes fédérales face aux civils vivant dans les zones affectées par la guerre a été caractérisée par la compréhension, la sympathie, l'amour et l'amitié » (p. 170). A. Madiebo, lui, n'aborde pas directement ce problème. Le sort de la population civile n'apparaît qu'incidemment, lorsqu'il touche au déroulement du conflit qui reste l'objet principal de l'ouvrage : ainsi, lorsqu'en octobre 1967 « tous les adultes mâles » de la ville d'Asaba, sur la rive droite du Niger, sont massacrés (un épisode resté tristement célèbre et que O. Obasanjo évoque également p. 40-41), le « (colonel) Nwawo eut le temps de réorganiser les troupes et put ainsi repousser l'invasion de la Deuxième Division », responsable de la tuerie, lorsque celle-ci tenta de traverser le fleuve Niger (p. 160). En avril 1969, les troupes biafraises pénétrèrent dans Owerri abandonnée par les troupes fédérales et y découvrent « des fosses communes... dont les victimes semblaient être des civils et des prisonniers de guerre » (p. 321). A vrai dire, le traitement que les autorités biafraises réservent à leurs prisonniers de guerre n'est guère plus enviable si l'on en croit ce que O. Obasanjo dit du commandant Aremu, « exécuté après avoir été torturé et forcé à parler à Radio-Biafra » (p. 43).

La perspective militaire qui sous-tend les témoignages de A. Madiebo et de O. Obasanjo, leur ton remarquablement dépassionné, les font souvent se compléter. A. Madiebo permet de mieux comprendre certaines des difficultés rencontrées par les troupes fédérales pour réduire la rébellion du Biafra. La rébellion du Biafra, cela devient évident à la lecture de son ouvrage, n'a pas été le fait d'un seul homme mais bien de toute une population mobilisée par les événements de 1966 et convaincue de la nécessité de se battre pour assurer sa survie. Là se trouve la motivation essentielle d'une armée biafraise, rendue peu opérationnelle par des problèmes de ravitaillement en septembre 1969 — « tout soldat qui était sûr de faire un bon repas dans les deux jours avait de la chance » (p. 357) — et le manque d'essence et d'équipement — les troupes biafraises vont jusqu'à utiliser des crécelles imitant le crépitement de mitrailleuses.

A. Madiebo et O. Obasanjo déplorent tous deux les nombreux conflits qui éclatent au sein de leurs camps respectifs, entre formations armées mais aussi entre pouvoir politique et pouvoir militaire. O. Obasanjo décrit en détail l'insubordination que le général Murtala Mohammed, alors commandant de la Seconde Division, manifeste envers le général Yakubu Gowon, son supérieur. En janvier 1968, après la capture d'Onitsha, Murtala Mohammed quitte sa Division de manière « peu élégante ». Il démissionne de son commandement et part pour l'étranger après avoir accusé Y. Gowon de « rationner délibérément les

munitions et l'équipement nécessaires à sa Division pour poursuivre la guerre de manière rapide et efficace » (p. 57). Un conflit d'autant plus intéressant que M. Mohammed, dont O. Obasanjo affirme qu'il « avait installé » Y. Gowon au pouvoir en juillet 1966 (p. 15), déposera ce dernier quelques années plus tard, lors du coup d'État du 29 juillet 1975. A. Madiebo rapporte que, au Biafra, les revers militaires encourus par l'armée sont mal acceptés, tendant à être attribués à des manœuvres de « sabotage » de la part des officiers responsables. Sous la pression d'une opinion publique intolérante, certains furent ainsi démis de leurs fonctions, malgré le caractère irréprochable de leur conduite des opérations. A. Madiebo montre également comment ce climat malsain est allé de pair avec un manque de coordination, aux conséquences parfois dramatiques, entre opérations de l'armée et des unités relevant directement du commandement du chef de l'État (commandos dirigés par le mercenaire Rolf Steiner, milices...). Selon A. Madiebo, ce manque de confiance envers l'armée, persistant jusqu'à la fin du conflit, serait attribuable aux agissements de deux officiers supérieurs biafrais qui tentèrent en septembre 1967 de discréditer le général Hilary Njoku, son prédécesseur au poste de commandant en chef des Forces armées. L'intérêt de cet épisode sur lequel s'attarde A. Madiebo tient à ce qu'il s'insère dans un tissu d'événements encore mal connus : c'est l'échec de l'offensive biafraise vers le Mid-West, que A. Madiebo attribue à une trahison du colonel Victor Banjo, l'officier Yoruba en charge de l'opération (p. 159), c'est aussi la tentative de remise en question de l'autorité du chef de l'État biafrais afin de promouvoir une fin négociée au conflit [A. Madiebo rapporte qu'il aurait alors été pressenti pour « remplacer Ojukwu » mais qu'il refusa (p. 169)]. Les minutes du procès à huis clos qui s'ensuivit et aboutit à la condamnation à mort de quatre personnalités biafraises accusées de trahison ne sont plus entièrement inédites, de larges extraits en ayant été publiés par Nelson Ottah dans *Rebels Against Rebels*.

En dépit de cela, qu'il y ait eu tentative de coup d'État ou, de manière moins dramatique, volonté de remettre en cause certaines des options intransigeantes de O. Ojukwu, reste sujet à discussion. À cet égard, le témoignage de A. Madiebo montre un leader biafrais exerçant le pouvoir seul — ce que O. Ojukwu ne cache pas lorsqu'il explique à l'auteur qu'au Biafra le pouvoir est assuré par un triumvirat composé de « Chukwemeka, Odumegwu et Ojukwu » (p. 380) : ce sont là les deux prénoms et le nom du chef de l'État. A. Madiebo voit dans cet état de fait la cause principale de l'échec du Biafra. Tout au long du conflit, dit-il en concluant, une crise de confiance profonde a existé au Biafra car « Ojukwu ne prenait pas en considération l'avis des experts militaires et des personnalités disposant d'une grande expérience politique qui auraient peut-être pu l'aider » (p. 379).

On comprend aisément pourquoi, dix ans après la fin d'un conflit dont les principaux protagonistes sont toujours en vie, la publication des témoignages de A. Madiebo et de O. Obasanjo n'a pas été sans provoquer de nombreuses controverses dans la presse nigériane — le journal indépendant *The Punch* ayant diffusé sous la forme d'un feuillet des extraits des deux ouvrages. L'ouvrage de O. Obasanjo fut

épuisé en quelques semaines puis réimprimé, tandis que diverses *personae dramatis* faisaient savoir qu'elles publieraient à leur tour des témoignages sur le conflit. Peut-être verra-t-on aussi revivre cet intéressant projet d'une histoire de la guerre civile dont le général Gowon avait souhaité la rédaction par un groupe d'historiens nigériens dès la fin de la guerre ?

Daniel Bach

## Les États-Unis et l'Afrique du Sud

MYERS III (Desaix), with Propp (Kenneth) Hauck (David) and Liff (David, M) — *US business in South Africa. The economic, political and moral issues* —. Bloomington et Londres, Indiana University Press, 1980, 375 p. annexes. (Investor Responsibility Research Center)

Sur la question controversée des intérêts économiques américains en RSA, et de leurs implications sur les rapports politiques États-Unis-RSA, cet ouvrage apporte des éléments d'appréciation particulièrement rigoureux. L'hypothèse analytique de base des auteurs est de poser le problème de la présence économique américaine en RSA non pas sous le seul angle de la dépendance américaine mais sous celui de la véritable et réelle *vulnérabilité économique réciproque* existant entre les deux pays. Chiffres à l'appui, les auteurs insistent sur le fait que le capital étranger contribue à un tiers de la croissance du PIB sud-africain. Son apport apparaît essentiel dans des secteurs aussi stratégiques que celui de l'informatique (contrôlé aux trois quarts par cinq multinationales, dont quatre américaines). Au niveau commercial, la dépendance sud-africaine à l'égard des marchés occidentaux est encore plus manifeste. Effectuant près des trois-quarts de son commerce extérieur avec les pays de l'OCDE, la RSA réalise avec eux la moitié du volume de ses exportations en produits minéraux. On a dès lors peu de mal à imaginer les problèmes économiques que poserait à la RSA la perte d'accès aux marchés occidentaux. Quant à la dépendance américaine à l'égard de la RSA, elle est ici appréciée à sa juste valeur. Les auteurs montrent, par exemple, qu'à la différence des Britanniques pour qui les investissements en RSA représentent 10 % de l'ensemble de leurs investissements à l'étranger, la proportion pour les investissements américains ne dépasse pas les 1 %. S'intéressant ensuite au problème de l'approvisionnement minéral, l'ouvrage démontre que la dépendance américaine et occidentale est particulièrement sensible pour quatre produits (groupe des métaux du platine, manganèse, vanadium, chrome). Pourtant, et sans chercher à minimiser les sérieuses perturbations que pourrait engendrer pour les États-Unis la perte d'accès aux minéraux sud-africains, les auteurs se refusent néanmoins à voir dans cette dépendance une contrainte économique absolue. Grâce aux procédés de récupération et à l'existence de stocks de réserve, les États-Unis pourraient, dans l'hypothèse d'un libre accès aux sources de substitution, satisfaire leurs besoins en platine pendant deux ans, en chrome pendant huit



ans, en manganèse pendant cinquante ans, et en vanadium pendant vingt ans (sous réserve de mise en valeur de gisements américains inexploités). On est donc très loin du ton volontairement alarmiste employé par certains rapports américains sur la vulnérabilité critique des États-Unis à l'égard des minéraux sud-africains. Le risque de voir la RSA renoncer à exporter ses produits minéraux apparaît d'autant plus limité que son économie demeure particulièrement tributaire de l'exportation des minerais, non seulement pour veiller à l'équilibre de sa balance commerciale mais également parce que les mines assurent à l'État entre 10 et 20 % de ses revenus (taxes sur les profits), ainsi que l'emploi de 700 000 personnes. Dès lors, les auteurs n'hésitent pas à estimer que « l'Occident dépend moins des exportations de minéraux sud-africains que ne dépend la RSA des revenus d'exportation, de l'imposition et de l'emploi résultant de ses exportations de minéraux » (p. 244).

De l'évaluation du poids des intérêts américains, l'ouvrage passe au problème complexe des sanctions. Les auteurs montrent tout d'abord comment la RSA s'est manifestement déjà bien préparée à affronter d'éventuelles rétorsions. Dans le domaine pétrolier où elle est la plus vulnérable, elle a réduit sa consommation de 40 %, constitué des stocks de réserve de deux à quatre ans, développé à grande échelle la synthèse du pétrole à partir du charbon. Grâce à l'appui des sociétés pétrolières multinationales, elle a pu contourner l'embargo pétrolier de l'Iran alors que, jusqu'en 1978, ce dernier pays pourvoyait jusqu'à 90 % de ses besoins. Mais tout en mettant en évidence cette capacité d'adaptation de la RSA à de nouvelles conditions, les auteurs estiment qu'un embargo pétrolier rigoureux mis en œuvre par les Occidentaux aurait « un sérieux impact sur la qualité de la vie en Afrique du Sud ». Sur la question du retrait des investissements, les auteurs de l'ouvrage restent prudents. Ils soulignent que, sauf à vendre leurs actifs à d'autres compagnies étrangères (ce qui ne changerait rien pour l'économie sud-africaine), la vente d'actifs à des investisseurs locaux ou le rapatriement total des capitaux investis exposerait les investisseurs américains à une sous-estimation automatique de leurs actifs d'environ 30 %, et ceci conformément aux dispositions du *National Supplies Procurment Act* qui vise manifestement à décourager de telles pratiques. Au-delà de ses implications strictement économiques, l'exercice de sanctions est-il susceptible d'atténuer l'intransigeance sud-africaine sur la Namibie ou l'apartheid ? Même si cette question apparaît purement spéculative compte tenu de l'évolution actuelle de la politique américaine, elle n'en demeure pas moins fondamentale. Sans aller jusqu'à croire que les sanctions ne feraient que développer chez les dirigeants de Prétoria un « complexe de Massada », les auteurs qui souhaitent s'en tenir à une analyse économique estiment que celles-ci affecteraient en premier lieu les Noirs. Mais avec justesse, ils s'empressent d'ajouter que les périodes de crise sont également propices en RSA aussi bien à la contestation noire qu'à la dissidence blanche.

Troisième et dernière dimension abordée par l'ouvrage : celle qui touche au débat intérieur américain sur le rôle des investissements en RSA. Après avoir rappelé l'hostilité traditionnelle des gouvernants américains à recourir aux sanctions commerciales, les auteurs notent que

l'embargo décrété par l'Administration Carter en 1978 sur toute exportation destinée à la police ou à l'armée sud-africaine a été sans effets puisque ce sont les Européens et les Japonais qui se sont empressés de combler la défection américaine. Au niveau de l'opinion publique américaine, les auteurs constatent « un accord général sur la capacité des firmes américaines à influencer le changement social en RSA, mais qu'au-delà de cet accord, les différences d'appréciation sur les modalités pratiques d'action de ces firmes demeurent très sensibles ».

Soulignant le rôle moteur joué tant par le mouvement étudiant que par la Californie dans le retrait des actions de firmes investissant en RSA, les auteurs notent qu'au niveau des entreprises américaines la *Doctrine Sullivan* tend à devenir la charte d'action d'un nombre croissant d'entre elles (135 contre 12 au départ). Ils ne manquent cependant pas d'ajouter qu'en contrepartie peu d'entre elles sont disposées à aller au-delà.

Sur un sujet où dominent passion et confusion, cet ouvrage apporte des éléments d'appréciation indispensables à toute analyse sérieuse. Mais parce qu'ils ont cherché à s'en tenir aux seuls faits, les auteurs ont tout naturellement négligé de prendre en compte le double contexte américain et africain dans lequel s'insère le débat autour de la RSA. Dans l'analyse des forces politiques américaines intéressées par la question, il eût été particulièrement utile d'identifier le lobby sud-africain et de démythifier le raisonnement stratégique entretenu autour de la fameuse thèse du « contrôle de la route du Cap ». On regrettera donc, pour conclure, que la prudence excessive des auteurs les ait dissuadé de mieux mettre en relief le débat politique sous-jacent à ces données économiques de première importance.

Zaki Laïdi